



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LFM RECYCLAGE**

10 rue Pascal  
77100 Meaux

Références : E/26- 0431  
Code AIOT : 0006517235

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 février 2026 dans l'établissement LFM RECYCLAGE implanté 10 rue Pascal 77100 Meaux. L'inspection a été annoncée le 03 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objet la vérification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2024-44/DCSE/BPE/IC du 05 décembre 2024 portant mise en demeure, suspension d'activités et mesures conservatoires pris à l'encontre de la société LFM Recyclage suite à la visite d'inspection du 09 novembre 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LFM RECYCLAGE
- 10 rue Pascal 77100 Meaux
- Code AIOT : 0006517235
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société LFM RECYCLAGE exerce les activités de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux, de déchets de métaux non-dangereux, de déchets dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Elle bénéficie du récépissé de déclaration n° 2014/DRIEE/UT77/180 du 06 octobre 2014 dans la limite des rubriques n° 2713-2 et n° 2718-2 et de la preuve de dépôt n° A-8-8UBBFNOOI du 29 août 2018 dans la limite des rubriques n° 2710-1, n° 2710-2 et n° 2711-2.

Les activités déclarées par la société LFM RECYCLAGE sont réglementées par les arrêtés ministériels suivants :

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliages de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux),
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718,
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial),
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

La société LFM a fait l'objet d'une visite d'inspection le 09 novembre 2023, suite à laquelle l'arrêté préfectoral n° 2024-44/DCSE/BPE/IC du 05 décembre 2024 portant mise en demeure, suspension d'activités et mesures conservatoires a été pris à son encontre.

Enfin, La société LFM a déposé le 4 mars 2025 un dossier de demande d'autorisation environnementale relatif à un projet d'augmentation des capacités de stockage de batteries et pour l'exercice d'une activité de démontage et dépollution de véhicules hors d'usage sur le site.

À la date de l'inspection, le dossier était en cours d'instruction.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Défaut d'autorisation au	Code de l'environnement du 09/02/2026, articles L.511-1 &	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	titre de la rubrique n° 2718	L.512-1	
2	Défaut d'autorisation au titre de la rubrique n° 2790	Code de l'environnement du 09/02/2026, articles L.511-1 & L.512-1	Levée de mise en demeure
3	Défaut d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1	Code de l'environnement du 09/02/2026, article L.512-7	Levée de mise en demeure
4	Gestion des D3E	Code de l'environnement du 09/02/2026, article R.543-186	Levée de mise en demeure
5	Gestion des D3E	Code de l'environnement du 09/02/2026, article R.543-200-1 > II	Levée de mise en demeure
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 4.1	Levée de mise en demeure
7	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 2.3	Levée de mise en demeure
8	Réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 5.2	Levée de mise en demeure
9	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, annexe I > 3.5	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société LFM RECYCLAGE a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2024-44/DCSE/BPE/IC du 05 décembre 2024 portant mise en demeure, suspension d'activités et mesures conservatoires.

En effet, il a été constaté sur le site aucun véhicule hors d'usage, une quantité de déchets dangereux sous le seuil d'une tonne et l'absence d'entreposage et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques

Par ailleurs, lors de cette visite d'inspection, aucune activité relevant des rubriques n° 2718-1, n° 2790 et n° 2712-1 n'a été relevée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défaut d'autorisation au titre de la rubrique n° 2718

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/02/2026, articles L.511-1 & L.512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L.511-1 : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages [...].</p> <p>L.512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que des batteries étaient stockées dans un conteneur dédié, lui-même entreposé à l'abri dans un hangar. La quantité totale de batteries stockées est inférieure à 1 tonne. Ces batteries sont évacuées dès que le conteneur atteint sa capacité maximale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Défaut d'autorisation au titre de la rubrique n° 2790

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/02/2026, articles L.511-1 &amp; L.512-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L.511-1 : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages [...].</p> <p>L.512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté l'absence de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur le site.</p> <p>Dans l'attente de la signature d'un contrat avec un éco-organisme agréé, l'exploitant a déclaré ne plus recevoir de DEEE et à l'avenir, ne plus procéder à des opérations de traitement de ces DEEE.</p> <p>Par conséquent, l'installation n'exerce plus d'activité relevant de la rubrique n° 2790 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 3 : Défaut d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/02/2026, article L.512-7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L.512-I : Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article <u>L. 511-1</u> , lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté l'absence d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU) sur l'installation. L'exploitant a procédé depuis la dernière inspection à l'évacuation des véhicules, des moteurs, des pièces détachées et mécaniques, ainsi que des pneumatiques. Par conséquent, l'installation n'est pas soumise à la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 : Gestion des D3E**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/02/2026, article R.543-186
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions relatives à la collecte des déchets d'équipements électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés sont entreposés et transportés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté l'absence d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure



## N° 5 : Gestion des D3E

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/02/2026, article R.543-200-1 > II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions relatives à la gestion des D3E
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) n'était présent sur l'installation.</p> <p>L'exploitant notifie à l'inspection des installations classées qu'un contrat est en cours de finalisation avec l'éco-organisme ECOSYSTEM.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li> </ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les extincteurs manquants ont été remplacés.</p> <p>Les 6 extincteurs sont répartis sur le site et ont été vérifiés le 29 mars 2025.</p>

2 extincteurs à poudre ont été remplacés le 03 février 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 7 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation-Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. [...] Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés. [...]
<b>Constats :</b>  Des blocs béton de type "légo" ont été installés sur l'ensemble du périmètre du site afin de le délimiter et le sécuriser.  Une voie engins a été dégagée et maintenue libre, permettant ainsi l'accès des services d'incendie et de secours à l'installation, ainsi qu'au bâtiment situé au fond du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 8 : Réseaux de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.  Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.[...]



<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que le nettoyage des abords du séparateur à hydrocarbures a été réalisé suite de la dernière inspection.  Le dernier pompage et curage de cet équipement a été effectué le 26 juin 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 9 : Entreposage des produits et déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article annexe-I > 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation-entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).  L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, pignes, etc.).  La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté la création d'aires distinctes et délimitées par des blocs béton de type "légo". Ces aires, clairement séparées les unes des autres, permettent une identification immédiate des zones d'entreposage par type de déchets.  Par ailleurs, la hauteur des blocs facilite l'évaluation des volumes et des hauteurs de stockage.  Aucun entreposage de déchets en mélange n'a été relevé sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

